

(...) L'islam a connu ces dernières années un nouvel essor. Des acteurs ouvertement musulmans investissent dans l'économie, le secteur bancaire, et même dans tous les espaces jusque-là réservés à l'élite moderniste, comme le cinéma. Les journaux ou publications islamiques, les chaînes de télévision et de radio religieuses, de tendances et sensibilités diverses, se sont multipliés ces dernières années et sont devenus des éléments incontournables du débat public. Ces groupes entretiennent avec les autorités des rapports changeants et sont régulièrement l'objet de répression pour « propagande réactionnaire ». Ainsi, le Diyanet n'a pas réussi à imposer son monopole sur la représentation de l'islam, très fragmenté, qui échappe de plus en plus au contrôle de l'État.

Un constat s'impose : l'islam fait aujourd'hui partie intégrante de la vie politique du pays. L'État turc voulait neutraliser la dimension publique de la religion, la rendre politiquement consensuelle. Or, en officialisant une version de l'islam et interdisant les autres, il a abouti à l'exact inverse : une politisation de la question religieuse. Avec le passage au multipartisme en 1950, la religion est devenue un argument électoral de poids, utilisé par de nombreux partis, notamment de droite conservatrice. Quant aux partis islamistes, c'est directement sur l'islam comme symbole protestataire qu'ils fondent leur projet politique. En 1970, Necmettin Erbakan fonde le premier parti islamiste, qui connaîtra plusieurs avatars pour devenir, en 1983, le Refah Partisi RP, Parti de la prospérité.

Pour l'islam politique turc, il ne s'agit pas de détruire un État impie, mais de le conquérir de l'intérieur. (...) En revanche, les partis islamistes légaux ont gagné un poids électoral de première importance depuis les années 1990. Comment expliquer l'attraction qu'exerce l'argument religieux sur l'opinion ? Traditionnellement, la mouvance islamiste était portée principalement par les groupes conservateurs d'Anatolie.

C'est en Turquie que, pour la première fois dans la région, une formation islamiste est arrivée au pouvoir par la voie électorale, sans recours à la violence, s'imposant à plusieurs reprises comme la première force électorale, d'abord en conquérant les principales villes du pays aux municipales de 1994, puis aux législatives de 1995 avec 21,4 % des suffrages. En 1996, un parti islamiste, le Refah, prenait la tête d'un gouvernement de coalition.

Cette accession au pouvoir a suscité maints espoirs et craintes, et provoqué un bras de fer avec les militaires. Le Refah a tenté de mettre en oeuvre une « politique extérieure islamiste », mais il n'a pas pu rompre les liens institutionnels avec le « club chrétien » européen, ni avec Israël. En politique intérieure également, les ambitieuses promesses des islamistes ont laissé place à des compromis. La reconversion annoncée de Sainte-Sophie en mosquée, l'interdiction de la vente d'alcool dans certains quartiers, la levée de l'interdiction du port du voile à l'université... n'ont pas pu être mises en oeuvre. Sur les points décisifs, comme la question kurde, le Refah ne s'est pas distingué de ses prédécesseurs. Pour donner des gages à sa base électorale, il a dû se contenter de multiplier les surenchères symboliques, par exemple en mettant à l'honneur un passé ottoman autrefois occulté.

(...) Depuis 2003, c'est le fondateur de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, qui dirige le gouvernement. Les frictions avec l'appareil d'État ont été moins nombreuses que lors de l'expérience Erbakan, mais les résistances restent réelles. L'AKP n'est pas parvenu pour l'instant à lever l'interdiction du port du voile à l'université, ni à proposer une nouvelle Constitution. Menant une politique de libéralisation en matière économique, politique et sociale, il a en revanche obtenu l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'UE en 2005 et a fait passer des réformes diminuant le poids politique de l'armée. Un parti stigmatisé par les élites kémalistes, parfois présenté comme un danger pour la laïcité et la démocratie, semble vouloir réaliser le rêve séculaire de l'intégration européenne de la Turquie. Sa politique étrangère très active dans la région s'est ouverte sur le monde musulman, mais sans tourner le dos aux alliés occidentaux.

Il est devenu difficile de continuer à voir dans l'islam turc un obscurantisme anachronique. L'expérience d'un parti issu de l'islamisme en voie de normalisation politique n'est pas un mince enjeu - pas seulement pour la Turquie.